

Coopération Gabon-Opep

Mohammed Barkindo hôte d'Ali Bongo Ondimba



Poignée de main entre le président Ali Bongo Ondimba et Mohammed Barkindo, peu avant leur entretien.



Une phase de l'audience.



Le SG de l'Opep remettant l'insigne de son organisation au chef de l'Etat.

O. N.
Libreville/Gabon

Le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep) a échangé avec le chef de l'Etat, au cours de l'audience que ce dernier lui a accordée au palais de la présidence de la République.

EN visite de travail au Gabon depuis le 30 juillet dernier, le

secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep), a été reçu en audience, hier, par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. Cette rencontre à laquelle ont assisté le ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, Pascal Houangni Ambourou, et plusieurs collaborateurs du chef de l'Etat, a eu lieu au palais de la présidence de la République. L'entretien entre le numéro un gabonais et son hôte, - le

premier du genre depuis que notre pays a réintégré l'Opep l'année dernière après 22 ans d'absence -, a essentiellement porté sur la coopération entre l'Opep et le Gabon. Cela au moment où la vente du pétrole connaît des variations qui ont affecté considérablement les économies de plusieurs pays pétroliers comme le Gabon. C'était donc l'occasion pour M. Barkindo d'aborder avec le président de la République la stratégie

de l'Opep pour faire face à cette conjoncture... Il faut souligner que cet échange fait suite à la séance de travail entre la délégation de l'Opep et le ministre des Hydrocarbures, la veille. "Il était question pour le Gabon, a dit le ministre Houangni Ambourou, de montrer la photographie générale du secteur pétrolier gabonais, mais aussi et surtout de lui présenter la nouvelle stratégie de redéploiement adoptée par le gouvernement gabonais, qui va de 2017 à 2022." Et d'ajouter : "Le Gabon va désormais travailler sur quatre axes d'orientation : la performance, la bonne gouvernance, l'éthique et, bien évidemment, les bonnes pratiques de gestion.

Une stratégie qui cadre aussi avec la nouvelle aspiration de l'Opep". Rappelons aussi que Mohammed Barkindo s'est réjoui de la séance de travail avec le membre du gouvernement. Séance qu'il a d'ailleurs qualifiée d'"amicale et conviviale". Non sans se satisfaire du retour du Gabon au sein de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole. "Le Gabon, dira-t-il, a une posture stratégique au sein de cette organisation, il était nécessaire qu'il revienne à nouveau. Et grâce au leadership de ses dirigeants, il est de retour et nous sommes tous satisfaits." Et le SG de l'Opep de poursuivre : "Il est donc important que nous puissions tous désormais

travailler pour relancer le secteur pétrolier et surtout que les nouveaux axes d'orientation de l'Opep convergent avec ceux du Gabon". A noter également que lors de sa rencontre avec les responsables de Gabon Oil Company (GOC), mardi, au siège de ladite entreprise, Mohammed Barkindo a déclaré : "Le Gabon dispose d'un énorme potentiel, en plus de bons projets en matière d'hydrocarbures. Maintenant, il ne reste que la mise en pratique de ces projets. Et c'est à ce niveau que nous souhaiterions intervenir". Sans doute que lors de son entretien avec le président Ali Bongo Ondimba, hier, le SG de l'Opep, est revenu sur toutes ces questions.

Déclaration du Bloc démocratique chrétien (BDC)

"Le chef de l'Etat devrait faire attention à son entourage"



Le président du BDC, Guy Christian Mavioga s'entretenant...



... avec la presse.

SM
Libreville/Gabon

Cette déclaration est du président du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy Christian Mavioga, lors d'un entretien avec la presse, hier, au siège dudit parti. Cet acteur politique de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence a également abordé d'autres questions.

«LE BDC estime que, plus que par le passé, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a besoin d'être entouré des collaborateurs loyaux et fidèles qui s'approprient ses idéaux, plutôt que ceux qui font tout pour l'induire en erreur en sabotant son action». Tel est l'essentiel de la déclaration faite, hier, devant la presse, au siège de son parti politique, le président du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy Christian Mavioga, par ailleurs porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence. C'est un avis qui, selon l'opinion nationale, semble ne pas trop s'éloigner de celui du se-

crétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Faustin Boukoubi, sur la chaîne de télévision publique "Gabon Télévision", mardi, au lendemain d'une sortie médiatique de certains membres du gouvernement, par ailleurs cadres de la formation politique dont il a la charge. "Le PDG a plusieurs cadres et plusieurs catégories de cadres : il y en a qui sont plus disciplinés que d'autres et il y en a qui agissent en fonction de leurs propres intérêts", avait soutenu, pour sa part, le responsable du parti au pouvoir. Le président du BDC a également déploré «l'attitude irresponsable de certains compatriotes qui s'illustrent négativement par la diffusion des informations erronées sur la situation du pays, alors qu'au regard de notre Loi fondamentale, la prochaine élection présidentielle est prévue pour l'année 2023. Sauf en cas de force majeure». De ce fait, il a interpellé «tous les faucons des deux camps (opposition/majorité) à se ressaisir pour privilégier l'intérêt supérieur de la nation». Car, veut croire Guy Christian Mavioga, «la paix n'a pas de prix» et que le silence est d'or, comme nous l'enseigne la sagesse uni-

verselle. «Que l'on ne soit pas d'accord les uns avec les autres est admissible mais, nous devons tous cultiver le compromis de la paix et le respect de l'autre», estime le porte-parole du camp présidentiel. Sur un tout autre plan, le président du BDC a profité de l'occasion pour réitérer son appel au gouvernement quant au retour au fondamentaux en ce qui concerne les régies financières à l'instar des douanes, des impôts et des hydrocarbures, pour une relance économique "efficace et efficiente". C'est pourquoi, il a invité le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet et son équipe à concentrer leurs efforts sur la recherche des solutions idoines aux problèmes de l'Éducation nationale, plutôt que de «privilégier l'organisation des Conseils des ministres délocalisés comme le suggéreraient certaines personnes». D'autant que, conclut M. Mavioga, même si cette initiative a le mérite de permettre aux membres du gouvernement de vivre pendant quelques jours à l'intérieur du pays, il n'en demeure pas moins que c'est une entreprise coûteuse alors qu'il y a encore des défis à relever.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA PROGRAMMATION DE DÉVELOPPEMENT
CABINET DU MINISTRE
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

B.P. : 1204 Libreville (Gabon)
Tel. : (241) 01 79 52 28

N° _____ /MEPPD/CABM

Libreville, le 24 juillet 2017

COMMUNIQUÉ

En vue du prochain démarrage des travaux d'aménagement du site devant abriter le projet de développement des activités de la société L7H, Le Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement informe les populations résidant et/ou ayant des activités dans les localités citées ci-dessous et leurs environs que les paiements des indemnités des terrains agricoles situés dans l'emprise du périmètre octroyé à ladite société conformément à l'attribution No. 01414/MUHSL/CAB.VPM/SG du 03 mai 2017, auront lieu selon le calendrier indiqué ci-après :

Localités :

1. Ayeme maritime,
2. Nyamboro,
3. Okolossi Rail
4. Sonadeci (Petit Village)
5. Mitsaba

Calendrier :
Du Lundi 28 au Mercredi 30 août 2017.

A cet effet, il est demandé aux personnes affectées par ledit projet de se rendre à la Mairie de Ntoun, munies d'une pièce d'identité en cours de validité et des documents attestant de leurs possessions et/ou de leurs activités dans cette zone.

Pour les personnes affectées par ledit projet et vivant à Libreville, il leur est demandé de se rendre aux bureaux de ladite société, situés à la galerie Tsika, à côté du magasin City Sport près de Mbolo.

S'agissant des retardataires, + les propriétaires de bien cultivés + dans ces villages et qui n'ont pas été recensés par les agents du Ministère de l'Agriculture. Vous êtes priés de vous rendre dans les villages pour le dernier recensement de vos biens cultivés par les agents de l'Agriculture du mardi 1^{er} août au mardi 15 août 2017.

Enfin, il est à noter que les inventaires agricoles dans les villages de Nkottang et Ayeme-Plaine se poursuivront et les paiements des indemnités agricoles pour ces localités se feront à la même période, du mardi 1^{er} au mardi 15 août 2017.

Pour plus d'informations contacter, Monsieur Olivier Oscar Ngoma (06005614).